

CIBLE

Quel chaos ?

Le chaos, c'est fini !
Ainsi en ont décidé François Hollande et ses amis.
Après avoir averti les opposants au traité qu'ils allaient provoquer une catastrophe inouïe, ils veulent maintenant « dédramatiser » l'enjeu du 29 mai.

Faute d'avoir lu les dernières consignes, Jacques Delors assurait encore, le 7 avril, que la victoire du Non provoquerait un « cataclysme politique ». Mais, deux jours plus tard, il déclarait que le Oui était l'occasion de « donner un coup de pouce à la construction européenne »...

Maintenant, l'ancien président de la Commission va faire campagne « sur les valeurs » en compagnie de Jacques Chirac, connu par son honnêteté scrupuleuse, de Silvio Berlusconi, parrain propre de l'Italie et des bénéficiaires du pacte de corruption noué en Île-de-France.

Du combat dantesque contre le chaos au coup de pouce négligent, des roucoulades moralisantes au copinage avec les voyous en col blanc, la classe dirigeante continue à dire et à faire n'importe quoi, face à un peuple chaque jour plus lucide et chaque jour plus en colère.

C'est ainsi que les frondes se transforment en révolutions.

RÉFÉRENDUM

Enjeux de la bataille

Heidegger

**L'empreinte
nazie**

p. 6-7

P.S.

**Va-t-il
éclater ?**

p. 4

Courrier

C'est vous qui le dites...

Et le Togo ?

Abonné à *Royaliste* depuis 2 ans, je suis plus que surpris par votre silence au sujet de la crise de succession se déroulant en ce moment au Togo.

Le général dictateur Eyadema décédé a immédiatement été remplacé par l'un de ses fils. Des élections auront finalement lieu dans moins de 2 mois.

Savez-vous que l'ancien ministre socialiste français Kofi Yamgnane, qui possède la double nationalité, est candidat à la présidence togolaise ! Mais Eyadema père et maintenant Eyadema fils ont modifié un article dans la Constitution togolaise afin d'éliminer de la course les opposants les plus crédibles et les plus honnêtes : pour être candidat à l'élection présidentielle, il faut avoir résidé au Togo les 12 mois précédant cette élection.

Stout donc a priori exclus, Kofi Yamgnane et Gilchrist Olympio. Pour votre gouverne, sachez que le père de Gilchrist Olympio, Sylvanus Olympio a été assassiné, au début des années 60, par les propres mains de Gnassingbé Eyadema, avec bien évidemment la complicité et l'aval des réseaux Foccart.

Je vous demande donc d'écrire un article sur l'élection présidentielle Togolaise et de défendre le droit à la candidature de l'opposant historique Gilchrist Olympio et de l'ancien ministre franco-togolais Kofi Yamgnane !

Voici quelques liens utiles pour vous renseigner.

<http://www.place-publique.fr/>

<http://www.ufctogo.com/>

J.-F. N. (Alpes-Maritimes)

France combattante

Je viens de relire votre éditorial « La France combattante » du n° 856 de

Royaliste. Je vous remercie de la teneur de ce papier et comme citoyen, de remettre en perspective et de rappeler des évidences sur la France de l'occupation. Mais surtout comme fils de parents arrêtés par Vichy au seul titre de leur engagement politique (sincère et loyal) Oui tous les Français n'ont pas collaborés ! Durant cette époque sombre et complexe, mon père a été sauvé d'un traquenard, qui devait le conduire dans les camps nazis par un commissaire de police qui l'a prévenu à temps. Non la France n'est pas "coupable" et surtout je suis indigné par "le fond de commerce" de l'actuelle pensée correcte, alors que certains "collaborent" sans vergogne aux thèses du libéralisme.

R.G. (Île-de-France)

Discrimination

C'est avec plaisir que j'ai lu dans *Royaliste* n° 852, le compte-rendu du mercredi de la NAR sur le sujet "Discrimination positive".

Permettez-moi d'ajouter que le sujet des revendications des "minorités visibles" qui se fondent sur "les souffrances subies par les Africains réduits en esclavages dans les colonies" à l'époque moderne (1492-1850, cette délimitation est toute personnelle) est une question très sensible mais aussi très spécifique. Elle tire sa force dans l'insuffisance de la transmission des savoirs concernant :

1°) l'histoire de l'Humanité

2°) l'histoire de l'Humanité entre 1492-1850.

3°) une certaine conviction que la culture est innée, non partageable, dépendante de l'histoire d'un "peuple" donné... et du taux de mélanine coloré d'un individu.

L'affaire des documents relatifs à la traite des Noirs au XVIII^e siècle est une preuve de l'insuffisance de la transmission de ces savoirs. Ce qui est énorme.

Mais derrière le "psychodrame" il y a beaucoup de raisons électives, quelques autres raisons très sélectives qui ne nécessitent pas des émotions populaires à l'échelon hexagonal.

Malgré toutes les précautions à prendre dans le traitement scientifique de la question,

il est inacceptable que des exclusions individuelles soient le résultat de préjugés hérités de l'époque moderne et encore plus par le développement des thèses racistes des XIX^e et XX^e siècles européens.

Ces exclusions sont réelles. Leurs conséquences sur le développement des individus doivent être compensées. Encore plus quand l'État produit ces exclusions. Il est donc nécessaire que ces cas trouvent le chemin du débat citoyen sur la place publique.

A.-M. B. (Île-de-France)

Cannelle

La pauvre ourse Cannelle fait plus parler d'elle morte que vivante. Sans contester les arguments des articles de *Royaliste* la concernant de près ou de loin, on peut prendre un autre point de vue sur cet « assassinat ». En France, on ne supporte ni les ours dans les Pyrénées, ni les loups dans les Alpes. La folie meurtrière s'est aussi déchaînée contre les vaches qui auraient bien pu être atteintes d'ESB, contre les chiens qui auraient pu être enragés... Nous sommes incapables de supporter une autre forme de vie que la nôtre, sauf en vue de profits. Même les pigeons des villes, accusés de maladie et de dégradations et sans aucun rapport, sont éliminés.

Et nous avons l'indignité d'enseigner les peuples les plus pauvres de la Terre sur l'urgence de ne plus détruire leurs forêts, dont nous respirons l'oxygène, ou de conserver leur grande faune pour illustrer nos safaris. Nous sommes même assez fous pour croire qu'il suffit d'installer des climatiseurs ici et là pour éviter quinze mille morts au cours des étés à venir. Et combattre ainsi les effets du réchauffement de la planète.

Nous devrions peut-être relire avec plus d'attention le bel ouvrage du Comte de Paris, "La France à bout de bras". Car il faut construire très vite une société en harmonie avec notre faune et notre flore, avec le monde physique et chimique où nous puisons la vie. Ou disparaître.

Le sort de Cannelle annonce le nôtre.

M.C. (Île-de-France)

Centre perdu

En lisant votre lettre ouverte à Éric Zémour, *Royaliste* n° 856, je repense au *Centre perdu* lorsque les monarchiens de Malouet furent trop timorés pour imposer leurs points de vue. Si la Révolution avait accouché d'une monarchie constitutionnelle n'aurait-on pas évité ces deux siècles de tourments ?

Et cette prise de pouvoir de la bourgeoisie financière sur le pays, que de Gaulle a tenté de contraindre et que Pompidou et Giscard ont remis en selle ? Ne peut-on comparer les cent ans qui viennent de se terminer avec les deux/trois cent ans qui ont précédé la Révolution ?

Bien des analyses d'Alexis de Tocqueville ne ressemblent-elles pas à des *prémonitions* ? Ne pourrait-on sur un site internet ouvrir un site de débats pour y analyser les similitudes ou les comparaisons ; qui semblent nombreuses ? Ne peut-on comparer l'aversion qu'avaient les Français envers la religion dont les turpitudes et les prébendes incitaient à changer les choses et le pouvoir... avec la situation actuelle ou l'ordre républicain... instillé dans l'esprit des citoyens comme la panacée universelle de la démocratie pour vivre mieux ? Comme l'on parlait de Dieu sous l'Ancien Régime tout en se vautrant dans les délices de Capoue.

Les Français, peuple frondeur, ne se sont-ils pas souvent rassemblés quand un guide s'est manifesté : Vercingétorix, Jeanne d'Arc, de Gaulle. Il nous manquerait ce guide qui prendrait la parole pour sortir de la confusion politicienne de notre époque. Créer un club des monarchiens et expliquer aux Français qu'on ne peut choisir un arbitre dans un des deux camps en présence... et soutenir un guide pour un avènement de la démocratie monarchique. Et non comme pour une restauration monarchique que les républicains s'empresseraient de dénoncer...

J.-M. de T. (Alpes-Maritimes)

royaliste 
BIEN-ÊTRE DIRECTEUR POLITIQUE SEPTIÈME RÉUNION

SOMMAIRE : p.2 : Courrier - p.3 : Le traité et sa langue - Un plat de nouilles molles - p.4 : Frits - Éclairera ? N'éclairera pas ? - p.5 : Le pape, la France et l'Empire - p.6/7 : L'empreinte nazie - p.8 : Livres - Assassinat sans pleurs - p.9 : Un moment avec Marcel Conche - p.10 : Peuple oublié - Tristes tropiques de la Creuse - p.11 : Action royaliste - p.12 : Éditorial : Vaincre les oligarques.

REDACTION-ADMINISTRATION

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Téléphone/répondeur : 01 42 97 42 57

Télécopie : 01 42 96 05 53

Dir. publication : Yvan AUMONT

Com. paritaire 0509 G 84801

ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Le traité et sa langue

« Ce qui n'est pas clair n'est pas français ! » (Antoine de Rivarol). La constitution européenne n'est pas claire, elle n'est donc pas française !

Lundi 4 avril 2005, Dominique Perben a proclamé que la Constitution européenne « est vraiment une Europe écrite en français, c'est une Europe à la française ». Pour dire cela, il ne faut pas avoir lu le texte du projet de traité établissant une constitution européenne !

Ce texte long de 448 articles, (200 pages en format A4 contre 20 pour la Constitution de 1958) est truffé de notions floues (ex. : pas de droit à la Sécurité sociale mais simple droit « d'accès aux prestations de sécurité sociale » article II-94), utilisation de terminologies incertaines ou camouflées (ex. : reconnaissance du droit de grève aux employeurs (article II-88) c'est à dire du lock-out qui est défini par l'Académie française comme une « fermeture temporaire (...) par décision de la direction, en réponse à un mouvement de grève... », c'est donc le contraire ! Aujourd'hui le lock-out ne bénéficie pas d'un statut légal en France, avec ce texte il deviendra constitutionnel par un tour de passe-passe sémantique !

Pour terminer, non, Monsieur le Ministre cette Europe ne s'écrit vraiment pas en français, une preuve en est donnée dans un domaine essentiel, celui de l'enseignement. Le texte indique que « La liberté académique est respectée. » (article II-73) ! Mais en langue française la notion de liberté académique n'existe pas, c'est un simple décalque de l'expression anglaise « academic liberty » qui signifie, semble-t-il, « la liberté d'enseignement » ou « liberté universitaire », la « liberté académique » c'est un jargon de colonisés ! À moins que Giscard d'Estaing ait voulu laisser sa trace académique dans ce texte ! Faudra-t-il utiliser la version anglaise pour le comprendre ?

S'il fallait se décider sur le critère de la langue le *Non* s'imposerait, un non polyphonique et plurilingue dans cette Europe où la Commission souhaite l'anglo-américain comme langue unique : *nein, não, niet, no, non, nie, ...*

Marc FAVRE
d'ECHALLENS

[Marc Favre d'Echallens est secrétaire général de l'association *Le droit de comprendre* et administrateur de l'association *Défense de la langue française*. Il a dirigé le n°69 de la revue *Panoramiques*, consacrée au devenir du français, « L'avenir s'écrit aussi en français », (Ed. Corlet, prix franco : 16 €, www.corlet-editions.fr.)]

Un plat de nouilles molles

Les oligarques reprochent aux gens de ne pas comprendre le *traité constitutionnel*. Mieux, ces pauvres gens ont du mal à repérer les oligarques qui font vraiment campagne pour le traité.

Dans les hautes sphères, on considère généralement qu'une opposition populaire est l'effet d'un déficit d'explication. Si le malaise persiste malgré l'injection d'une dose d'explications supplémentaires, assortie de mises en garde virulentes, les dirigeants concluent avec résignation ou colère que les gens - le peuple en vieux français - ne comprennent rien à rien.

J'ai le regret d'informer les hautes sphères que l'inintelligence populaire s'est depuis peu aggravée :

- il se vérifie qu'une fraction notable du peuple ne comprend pas pourquoi il faut approuver un traité qui érige en principe absolu un ultra-libéralisme dont il vérifie depuis vingt ans les effets désastreux ;

- il apparaît que beaucoup de partisans du *Non* et de nombreux partisans du *Oui* ne parviennent pas à discerner de manière claire et distincte qui fait campagne pour le *traité constitutionnel*.

Nous (les gens) serions donc en train de passer d'une inintelligence relative à une crétinerie absolue.

Je ferai cependant remarquer aux oligarques qu'ils n'aident pas le peuple à faire preuve de discernement.

Prenons Nicolas Sarkozy. Dans l'émission *100 minutes pour convaincre*, fin mars, le chef du parti majoritaire a montré qu'il était surtout venu convaincre Jacques Chirac et ses partisans qu'il serait de

toutes manières candidat en 2007. Les affaires européennes ont été traitées en deuxième partie de soirée, dans un flot de banalités qui n'a laissé aucune trace. C'est à croire que le bouillant candidat envisagerait sans défaillir un échec du référendum, qui affaiblirait son rival. Après avoir tenté de modérer ses diatribes sur l'adhésion turque, qui poussent toute une droite vers le *Non*, l'Élysée presse donc le président de l'UMP d'entrer en campagne.

Prenons Lionel Jospin. Toujours considéré par certains oligarques comme le sauveur potentiel d'un appareil socialiste en implosion, l'étrange personnage a publié début avril un texte qui est tombé comme un plat de nouilles molles, fades et froides sur la table des militants du XVIII^e arrondissement de Paris.

Le vote en faveur du traité y est recommandé avec si peu d'enthousiasme qu'on se demande si l'ancien candidat moderniste n'aurait pas une *pensée de derrière* : le pari silencieux sur une victoire du *Non*, qui lui permettrait de répondre sans plus tarder à l'appel des camarades éplorés.

Comme Jean-Pierre Raffarin compte pour du beurre, seuls Jacques Chirac, chef de campagne, et François Hollande, second lieutenant, seraient convaincus de l'intérêt d'une victoire du *Oui*, au vu de leur plan de carrière...

Sylvie FERNOY

Notre souscription annuelle est lancée.

Pensez à répondre à notre appel...

Frits

L'ancien commissaire européen a raison de refuser qu'on l'appelle *Frankenstein* car cet homme simple et malicieux mérite le prix du meilleur propagandiste anti-traité pour le mois d'avril. Frits, c'est l'Ami-du-Non.

Venu les 5 et 6 avril à Paris pour défendre son texte, Frits Lamidunon a donné des explications techniques plus ou moins fondées (nous y reviendrons) mais l'opinion publique a surtout retenu que la proposition de directive était maintenue, qu'elle n'était qu'une application du traité européen en vigueur et qu'elle serait de toute manière appliquée. Nous sommes donc dans la logique ultra-libérale, nous y resterons si le traité est adopté, nous la subissons si la victoire du *Non* ne provoque pas le bouleversement politique espéré.

En précisant que son texte avait été approuvé à l'unanimité par la Commission Prodi en janvier 2004, l'ami Frits a cruellement souligné le consentement de son ancien collègue Michel Barnier et celui du socialiste Pascal Lamy.

En soulignant que son texte n'avait pas été « remis à plat » par le Conseil européen, l'ancien commissaire a attiré l'attention sur les mensonges éhontés de Jacques Chirac. Les déclarations officielles prouvent en effet que le Conseil européen n'a pas retiré la directive et que le fameux principe du pays d'origine n'a pas été abandonné.

Le travail de désinformation auquel s'est livré Jacques Chirac (avec le concours de François Hollande) était inutile. Merci à l'ami Frits de l'avoir si clairement démontré.

Yves LANDEVENNEC

Éclatera ? N'éclatera pas ?

Le Parti Socialiste étale ses désunions de fond depuis des années, un *non* au referendum pourrait bien sonner l'heure de vérité.

Les fractionnements dans ce parti sont aussi vieux que lui. On va fêter cette année l'union réalisée en 1905 entre le parti de Guesde et celui de Jaurès. Curieux anniversaire en vérité. Ce qui différencie les deux partis d'alors paraît aujourd'hui peu de chose en regard des différents fossés qui minent le PS issu de la refondation de 1971.

L'entrée des anciens ménédistes dans le mouvement était déjà le fruit d'une logique de compromis. Même traversé par des courants fort distincts, le PS avait réussi à atteindre le but fixé par François Mitterrand : le retour au pouvoir. Succès incontestable. Le Président tint l'édifice jusqu'à sa mort, même si dans l'interval, la deuxième gauche était devenue prépondérante idéologiquement : ce sont ses idées et ses projets qui ont été mis en application à partir du tournant de 1983, jusqu'à la cuisante défaite de 2002. Le social-libéralisme, c'est elle.

La vieille social-démocratie n'est pourtant pas morte, pas plus que le courant qui se réclamait d'un socialisme plus authentique. Pendant les années 90, le spectre idéologique était large, des sociaux-libéraux encore honteux, à la Gauche Socialiste plus radicale. Il est étonnant d'avoir réussi à faire cohabiter pendant toutes ces années des gens aussi divers que Delors, catholique de gauche ou Dray issu du trotskisme. Seul un meneur d'envergure pouvait faire tenir ensemble l'édifice. Dix ans après la mort de

François Mitterrand, le Parti socialiste menace ruine malgré des succès électoraux certains mais toujours obtenus par défaut : les seuls apports de la Gauche au pouvoir dans les dix dernières années sont sociétaux, rien sur la vie quotidienne ou la construction d'un avenir.

L'heure de choix cruciaux approche pourtant. Combien de temps pourront encore tirer dans le même sens les républicains et les communautaristes, les tenants du libre-échangeisme intégral et les promoteurs de solutions plus nationales ou européennes ? Comment de vrais républicains comme Emmanuelli et Mélenchon peuvent-ils encore faire parti commun avec un Pascal Lamy, une Martine Aubry ou un DSK entichés de leurs folies libéralo-atlantistes ?

La question est aujourd'hui publiquement posée. La consultation interne des militants sur le projet de traité constitutionnel n'a pas apporté le calme escompté. Les plus sérieux des observateurs sont aujourd'hui d'accord pour considérer que c'était au mieux un choix *pour* ou *contre* Laurent Fabius. François Hollande ne tient rien ni personne, et il ne retenterait certes pas l'expérience d'une semblable consultation ces temps-ci. Alors ?

Alors, en cas de victoire du *Non*, et au fond, même si le *Oui* l'emportait, cette campagne pourrait être le séisme si ardemment attendu par beaucoup de ceux qui croient encore à la politique. La partie la plus active du PS peut vivre seule en dehors de la rue de Solferino. Dans un parti tant

peuplé d'élus de toutes sortes, il est concevable de créer une autre structure viable, fort vivante même. Un groupe parlementaire compterait un nombre suffisant de députés, un bon nombre de conseils généraux et probablement deux régions. Notons que 23 fédérations ont voté *non*, dont celles tenues par le *Nouveau parti socialiste* d'Arnaud Montebourg et Vincent Peillon (Saône-et-Loire et Somme), les Landes d'Henri Emmanuelli, l'Essonne de Jean-Luc Mélenchon et Manuel Valls.

En outre, des milliers de militants en déshérence seraient susceptibles de rallier une nouvelle organisation.

On objectera que la tentative chevènementiste ne plaide guère en faveur de cette hypothèse mais l'échec dans ce cas tient plus à la pusillanimité et la petitesse des acteurs qu'à l'absence de pertinence du projet. L'opposition à François Hollande comprend bon nombre de gens de valeur, deux chefs naturels dont l'un, Jean-Luc Mélenchon est un vrai politique et un authentique tribun capable de porter haut un vrai message de renouveau.

La scission peut amener un véritable débat et un vrai projet porté par deux entités forcées de s'entendre sur de bonnes bases. Ceux qui pensaient changer le parti de l'intérieur se sont trompés. Le retour en grâce auprès des électeurs, et un vrai vote d'adhésion est peut-être à ce prix.

Alors que pourrait-il manquer ? Pour beaucoup, du courage et de la conviction. Pour un homme comme Jean-Luc Mélenchon, l'envie, rien que l'envie.

Pascal BEAUCHER

Le pape, la France et l'Empire

La diplomatie française et la diplomatie pontificale obéissent à des considérations différentes, mais elles se rencontrent sur de nombreux sujets.

Elles pourraient faire encore mieux.

La France laïque n'a aucun intérêt à ignorer le rôle temporel du Saint-Siège. Elle aurait tout à perdre de l'amoindrissement du statut international de celui-ci. Elle se tromperait lourdement si elle ramenait l'action du pape à celle d'un chef d'Église, à mettre sur le même plan que le dalaï-lama ou le cheikh d'Al-Ahzar. Si la question romaine a été un des leitmotivs de sa politique étrangère au long des siècles, c'était pour assurer l'indépendance du pouvoir spirituel et lui éviter de tomber sous la protection et donc sous l'influence d'autres États puissants. L'Italie, l'Empire germanique ou celui des Habsbourg.

Le même raisonnement demeure valide de nos jours. Il y a toujours de quoi s'inquiéter du poids que peuvent exercer les principaux contributeurs financiers comme l'Allemagne ou les États-Unis ou certaines congrégations ou nouveaux mouvements religieux liés à tel ou tel pays ou s'installant en groupes de pression transversaux au sein de l'Union européenne ou à l'ONU. Il ne faut pas chercher ailleurs la source des difficultés avec la diplomatie romaine dans le traitement de la crise des Balkans ou le débat sur la constitution européenne, deux échecs du Vatican mais aussi

deux contentieux artificiellement créés et entretenus avec Paris.

Si la France laïque abandonnait sa tradition diplomatique à cet égard, elle ouvrirait un boulevard aux États-Unis. L'activisme de l'équipe Bush est d'autant plus surprenant que Washington n'a seulement renoué les relations diplomatiques avec le Saint-Siège au niveau d'ambassadeur qu'en 1984. L'antipapisme, encore vif au temps de l'élection de John Kennedy, n'a plus joué lors des dernières élections avec un candidat catholique John Kerry. Bush, mêlant chute du communisme, providentialisme américain et néo-conservatisme, fait tout pour récupérer l'héritage de Jean-Paul II, voire se l'approprier. Il ferait bientôt oublier que celui-ci n'a pas voulu qualifier sa guerre en Irak de *guerre juste*, qu'il s'est élevé contre les excès du néo-libéralisme ou qu'il a soutenu les extensions du droit international dont Washington ne veut rien savoir. Sur tous ces points, la politique française se rencontre parfaitement avec les orientations du Pontificat. Le Saint-Siège est une pièce essentielle de la vision d'un monde multipolaire, alternative à l'Empire.

Nous n'en sommes plus certes à l'époque où les puissances

pourraient intervenir dans les Conclaves, prononcer une exclusive contre tel ou tel candidat *papabile*. On ne titrera pas comme par un passé pas si ancien : l'élection de X, un succès pour la France, ou un tel, un pape français (au sens francophile). Il est néanmoins indéniable que tel ou tel choix pourra être interprété comme plus ou moins favorable à Paris ou à Washington.

Quel que soit l'élu, il faudra travailler avec lui. Tête de l'Église, il n'empêche que l'Église existe partout sous le régime de la collégialité et que les relations entre Église et État diffèrent d'un pays à l'autre. En revanche, chef d'État et de gouvernement, le Pape est directement responsable d'une véritable diplomatie partenaire de tous les États et gouvernements sans exception. Sans concession aucune, il vaut mieux l'avoir avec soi que contre soi. Il suffit de penser à ce que représenterait pour notre temps l'union du Pape et de l'Empereur. Au contraire la séparation et la laïcité dont nous nous réclamons sont des bases autrement plus saines et plus solides pour une collaboration diplomatique internationale fructueuse. Elle est encore plus nécessaire au premier quart du XXI^e siècle, qui est la période dont à vue humaine le présent Conclave a arrêté le cours de l'histoire pontificale. À ce niveau, les querelles politiciennes sont dérisoires.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **BHOUTAN** – Voulu par le roi, la première Constitution dont sera dotée le petit royaume himalayen est actuellement l'objet d'une discussion publique nationale avant d'être soumise à référendum vers la fin de l'année. Ce texte prévoit le transfert du pouvoir exécutif à un Conseil des ministres formé de parlementaires élus au suffrage universel, la possibilité par le Parlement de détronner le roi, l'instauration d'un système de bipartisme. Présentant le projet, le roi Jigme Singye Wangchuck, âgé de 49 ans, a déclaré : « La Constitution fournira le cadre légal pour un système politique démocratique », « le multipartisme a été étudié avec attention, mais un tel système ne serait pas propice à assurer la stabilité du Bhoutan et pourrait compromettre le succès de la démocratie » a-t-il ajouté.

♦ **MONACO** – Le prince Rainier III est décédé à l'âge de 81 ans après un règne de plus de 55 ans (la plus grande longévité dans le monde après le roi Bhumibol de Thaïlande qui est sur le trône depuis 77 ans). Depuis longtemps associé à la gestion des affaires, c'est son fils Albert II, âgé de 47 ans, qui lui succède. Comme le prince Albert est actuellement sans descendance, c'est sa sœur aînée, la princesse Caroline, âgée de 48 ans, qui devient princesse héritière.

♦ **POLYNÉSIE** – Environ trente chefs parmi les descendants des anciennes familles royales de Polynésie française ont engagé une action pour obtenir la reconnaissance d'un statut officiel de *Conseil coutumier royal*. « Notre objectif principal est la réunification des familles royales des cinq archipels qui composent la Polynésie française » a déclaré Joinville Pomare, descendant du dernier roi qui a régné que Tahiti, le roi Pomare V qui avait accordé à la France le droit de souveraineté sur son royaume le 29 juin 1880.

♦ **BURUNDI** – Candidate à la prochaine élection présidentielle, la princesse Esther Kamutari a déclaré : « il n'y a pas de Burundais à part entière ni de Burundais entièrement à part. Il y a les Burundais. Avec le Rwanda, nous sommes l'un des rares pays d'Afrique où toute la population partage la même langue, la même religion, les mêmes coutumes. La division ethnique instaurée par l'ancien colonisateur belge ne recouvre pas une différence de classe sociale. Alors pourquoi tant de haine entre Tutsis et Hutus ? ». N'appartenant à aucune des deux ethnies (la famille royale est ganwa) la princesse plaide pour la monarchie qui a forgé l'unité de la nation burundaise : « Un peuple qui renie sa tradition est un peuple qui n'a pas d'histoire. »



Maître de conférences à l'Université de Paris X-Nanterre, Emmanuel Faye vient de consacrer

à l'œuvre heideggerienne un livre (1) qui présente toutes les qualités exigées pour un travail universitaire mais qui dépasse le débat entre historiens de la philosophie : destitué de son statut de philosophe, Heidegger est présenté et dénoncé comme le plus radical des théoriciens du nazisme, dont il se voulait le *guide spirituel* et qu'il voulait perpétuer après la mort de Hitler.

Après 1945, la pensée authentiquement pensante de Martin Heidegger suscita en France comme dans bien d'autres pays une séduction considérable et orienta des projets philosophiques aussi divers que contradictoires.

En 1987, les précisions apportées par Victor Farias (2) sur l'engagement du philosophe allemand dans le national-socialisme provoquèrent une violente polémique. Elle tourna à la défaite de ceux qui, parmi les heideggériens français, s'efforçaient de présenter leur maître comme un homme qui s'était brièvement trompé. Défaite d'autant plus nette que les ouvrages de Hugo Ott (3), de Marlène Zaráder (4) et de Richard Wolin (5) vinrent ultérieurement confirmer l'adhésion résolue de Heidegger au nazisme et la radicalité pour le moins suspecte de son projet intellectuel.

Je pensais que la cause était entendue. Emmanuel Faye rouvre le procès en s'appuyant sur des textes inédits, qu'il publie, traduit et commente avec une rigueur qu'on aura beaucoup de mal à prendre en défaut.

Fondées sur cinq cents pages d'analyses minutieuses, ses conclusions sont accablantes :

- Martin Heidegger est bien resté au parti nazi jusqu'en 1944 et il n'a pas cessé après la défaite allemande d'affirmer la « vérité interne et la

grandeur » du national-socialisme après la guerre, en refusant de reconnaître la « Solution finale » comme crime absolu ;

- Martin Heidegger fut le principal théoricien du nazisme et voulut en être le « guide spirituel » ; il s'efforça après l'effondrement de l'hittérisme de dissimuler son engagement sous des mensonges éhontés ; il censura sa pensée jusqu'à ce qu'elle puisse être réintroduite dans ses œuvres complètes par les soins de son fils Hermann (qui se vantait en 2002 d'avoir été un jeune hitlérien enthousiaste), et avec la complicité de ses plus proches disciples ;

- Martin Heidegger est le militant politique qui a assumé le national-socialisme dans son intégralité : racisme fondamental, antisémitisme radical, approbation *métaphysique* de la guerre totale et de l'extermination mise en pratique dans les camps de concentration. Il a donné à la novlangue nazie (6) une apparence philosophique et habillé les concepts nazis d'une poésie lourde, qui en fascina plus d'un. Au terme de ce travail de manipulation et de subversion, la négation de l'homme, de la raison, de toute pensée de l'universel...

Quant à l'engagement de Heidegger, les précisions apportées par Emmanuel Faye surabondent. Il suffira ici de citer le rapport du Service de

la sécurité du Reichführer SS (le SD) établi en 1938 et qui atteste que le *Parteigenosse* (camarade du Parti) approuvait la NSDAP avant la prise du pouvoir, qu'il n'a jamais donné de preuve d'opposition ; le SD juge que le philosophe est un élément politiquement *fiable* et peut exercer un rôle positif sur le peuple. Heidegger a donc menti sur son opposition au nazisme et l'argumentation de ses défenseurs, qui plaident l'erreur initiale et la prise de distance critique, est réduite à néant.

Quant au racisme de Heidegger, Emmanuel Faye établit qu'il est aussi fondamental dans l'œuvre du *Parteigenosse* que dans *Mein Kampf*. La seule différence est que l'idéologie *völkisch* (la nation comme peuple racialement défini) est beaucoup moins étayée chez Hitler que dans l'œuvre de Heidegger qui su assembler avec ingéniosité des références poétiques (Hölderlin) anthropologiques, juridiques et philosophiques sans perdre un seul mot de la rhétorique nazie.

Ce travail de nazification de la philosophie est explicite dans les cours des années 1934-1935, récemment publiés en Allemagne dans l'œuvre dite intégrale de Heidegger. Pour ce professeur bien noté par la SS, la question fondamentale de la philosophie est celle qui porte non pas sur l'Être comme on a pu le croire, mais sur l'être du peu-

Martin Heidegger

L'empre nazie

ple allemand : c'est refuser a priori toute pensée de l'universel, et rejeter la démarche rationnelle par l'effet magique d'un *esprit* qui serait « le souffle, le vent, la tempête » (*Sturm*, qui veut dire aussi l'assaut).

Telle est la conception *völkisch* reprise dans son acception strictement nationale-raciste sans qu'on puisse désormais soutenir que Heidegger ait critiqué le biologisme nazi : d'abord parce que les nazis professent paradoxalement une conception *spiritualiste* de la race (7), ensuite parce que Heidegger a seulement critiqué la « biologie libérale », anglo-saxonne, pour mieux célébrer le *Blut und Boden* - l'idéologie spécifiquement allemande du *Sang et du Sol* qui exclut de la germanité tous ceux qui sont étrangers - à commencer par les Juifs.

C'est sur ce sol allemand que s'affirme l'État, défini de manière parfaitement tautologique et totalitaire. L'État est l'être, comme le peuple. Ce qui signifie simplement que l'État est le peuple racialement constitué, qui se donne « un ordre (*Ordnung*) dans le sens de domination, de rang, de conduite (*Führung*) et de soumission ». C'est ainsi que Heidegger établit l'ordre hitlérien dans lequel le Führer « comprend, pense et met en œuvre ce que sont le peuple et l'État ».

Emmanuel Faye montre que le nazisme radical de Heideg-

einte e



ger est dans la ligne de son maître-ouvrage, *Être et temps* (1927) dans lequel il n'y pas de place pour la liberté individuelle. Ce n'est pas par libre consentement que le peuple se lie à son Führer mais sous l'effet d'une pulsion érotique : « *le peuple est régi par la poussée, par l'éros vers l'État* » écrit Heidegger qui donne la clef de la puissance d'attraction exercée par Hitler. Dans son principe et dans sa pratique, la politique se trouve à jamais abolie, l'éducation devient « *dressage et sélection* » en vue de la constitution d'une « *race dure* ». L'Allemagne existe dans sa temporalité historique lorsque son peuple-race est « *en armes* ».

Ce que Heidegger professe en 1935 dans son *Introduction à la métaphysique* est en rupture avec toute la tradition occidentale : c'est une apologie de l'affirmation de la volonté dominatrice de la communauté raciale (*Volksgemeinschaft*), une célébration de la pulsion violente. La motorisation de la Wehrmacht est un « *acte métaphysique* », l'écrasement de la France en 1940 est un « *événement métaphysique* », le « *dressage* » des hommes selon le « *principe de l'institution d'une sélection de la race* » (*Rassenzüchtung*) est « *métaphysiquement nécessaire* ». Sur les ruines de toutes les formes de pensée universaliste, l'avenir de la *métaphysique* est dans le recommencement de l'histoire, par le peuple allemand s'affir-

mant soi-même dans la guerre totale.

Quant au négationnisme de Heidegger, Emmanuel Faye révèle qu'il procède, là encore, d'une *métaphysique* radicale, qui dépasse tout ce qui a été écrit par Faurisson et ses émules.

En 1945, Heidegger estime que « *la guerre n'a rien décidé* » : selon lui, la doctrine nazie doit survivre à l'effondrement de l'hitlérisme. Elle ne peut plus s'affirmer comme telle mais demeurer comme vérité *métaphysique* injectée dans la philosophie occidentale comme une drogue mortifère.

Pour préserver son statut philosophique et augmenter son crédit universitaire, Heidegger réussit à masquer son engagement hitlérien et l'idéologie *völkisch* de ses écrits sans jamais renier l'essentiel de ce que le nazisme avait réalisé. Il est resté jusqu'au bout raciste, antisémite et résolument antichrétien, selon la mission de guide spirituel du nazisme dont il s'était lui-même chargé, allant jusqu'à défendre le *travail* d'extermination accompli dans les camps. Connue depuis 1994, son texte sur la « *fabrication de cadavres dans les chambres à gaz et les camps d'anéantissement* » relève d'un négationnisme ordinaire. Mais Heidegger se singularise par son *négationnisme ontologique*, comme dit Emmanuel Faye : il ne nie pas les

faits, mais les justifie dans un long texte qui figure aujourd'hui dans les œuvres complètes : « *Seuls ceux qui peuvent mourir sont les mortels au sens porteur de ce mot* ».

La phrase paraît obscure. Emmanuel Faye l'explique : « *Selon Heidegger, personne n'est mort dans les camps d'anéantissement, parce que personne de ceux qui y furent exterminés ne portait dans son essence la possibilité de la mort* » ; « *ils n'étaient pas des mortels, ils ne sont donc pas des hommes* ».

Les mots tracés par Martin Heidegger sont inqualifiables : tout adjectif qualificatif en atténuerait le sens et la portée. Il n'est pas possible de dire qu'il y a là une pensée, une philosophie, une politique, ni même une justification car la négation heideggerienne est au-delà du juste et de l'injuste : elle nie l'humanité de tout homme, explique l'anéantissement des Juifs, peuple originel à faire disparaître pour qu'il y ait recommencement de l'histoire et, après eux, des tziganes, des slaves et de tous ceux qui résistaient à l'entreprise nazie de domination du monde.

L'ouvrage d'Emmanuel Faye place chacun devant ses responsabilités. Les disciples patentés de Heidegger doivent aux étudiants et aux anciens étudiants en philosophie une réponse argumentée. Le ministère de l'Éducation na-

tionale doit donner ses propres conclusions quant au contenu des programmes de philosophie. Les militants politiques doivent continuer le combat contre la résurgence du nazisme - le premier que nous avons engagé lors de la naissance de notre mouvement, voici trente quatre ans.

Emmanuel Faye a raison de désigner Heidegger comme l'ennemi principal, par lequel le national-socialisme reste la pire des menaces.

B. LA RICHARDAIS

- ❏ (1) Emmanuel Faye, « *Heidegger, l'introduction du nazisme dans la philosophie* - Autour des séminaires inédits de 1933-1935 », Albin Michel, 2005, prix franco : 30 €.
- ❏ (2) Victor Farias, « *Heidegger et le nazisme* », Verdier, 1987, prix franco : 20 €.
- ❏ (3) Hugo Ott, « *Martin Heidegger, Éléments pour une biographie* », Payot, 1990, prix franco : 28 €.
- ❏ (4) Marlène Zarader, « *La dette impensée, Heidegger et l'héritage hébraïque* », Seuil, 1990, prix franco : 26 €.
- ❏ (5) Richard Wolin, « *La politique de l'être, la pensée politique de Martin Heidegger* », Ed. Kimé, 1992, prix franco : 26 €.
- ❏ (6) cf. Victor Klemperer, « *LTI, la langue du III^e Reich* », Albin Michel, 1996, prix franco : 22 €. Réédité en édition Pocket : 12 € franco.
- ❏ (7) Sur cette question complexe, cf. Édouard Conte et Cornélia Essner, « *La quête de la race, une anthropologie du nazisme* », Hachette, 1995, prix franco : 25 €.

Libres

Assassinat sans pleurs

Une bonne revue, c'est comme un carrefour : on y retrouve ses amis, on voit passer des adversaires et d'anciens compagnons de route, on y fait connaissance...

C'est comme ça, dans *Libres* (1), où j'ai découvert Jacques Myard, député UMP, qui s'interroge avec une remarquable acuité sur la fin de la politique et la fin de la démocratie. Cet achèvement possible et redoutable se décrit avec de vilains mots : *judiciarisation* des rapports sociaux, *instrumentalisation* de la Justice à des fins privées, *pénalisation* de la politique.

Mais rien n'est jamais terminé et face aux différentes formes de négation du Politique, ils sont nombreux à vouloir que le jeu se transforme et que de nouvelles lignes de front se dessinent.

Reparait l'idée d'un dépassement de la droite et de la gauche, dans un grand rassemblement de type gaullien. Certes... Mais plutôt que de chercher à présenter une façade unanimiste, qui masquerait les conflits latents et les hostilités en cours, qu'on ne craigne pas les dures polémiques qui permettraient une mise au point des analyses (sur la prétendue *dérive fédérale* de l'Union européenne), un réexamen des concepts - je pense au *souverainisme* - et une prise en considération des nouvelles formes de la lutte des classes.

Libres est un carrefour nécessaire.

Annette DELRANCK

(1) Revue *Libres*, « Par delà la gauche et la droite », n° 3, mars 2005 (avec un article de B. Renouvin), Éd. François-Xavier de Guibert, prix franco : 23 €.

Sylvie Trémouille et Daniel Buffière, souvenez-vous de ces deux noms, vous n'auriez jamais du en entendre parler.

Le deux septembre dernier, ces deux inspecteurs du travail ont été abattus dans l'exercice de leurs fonctions à Saussignac en Dordogne. Abattus. Lui bien en face et elle dans le dos alors qu'elle cherchait à s'enfuir pour sauver sa peau. Le meurtrier, un agriculteur. Simple fait divers ? Au peu de bruit que ces morts ont fait, on serait tenté de le croire...

Deux fonctionnaires morts, ça ne fait pleurer personne, en tout cas pas ceux qui passent leur temps à hurler contre ce qui reste de l'édifice républicain. Là on touche à l'abjection. Abjection des réactions des membres du gouvernement et des élus locaux de la majorité. Abject, Saint-Sernin qui renvoie dos à dos victimes et tueur. Abject, Hervé Gaymard, alors ministre de l'Agriculture ; abject, Gérard Larcher, ministre de tutelle. Abjectes, les réactions du Medef. Abjecte, la grande presse nationale qui s'apitoie sur une orse et n'est pas capable du strict minimum lorsqu'il s'agit de deux êtres humains tués sur le sol de France. Abjectes, les dix malheureuses lignes de la lettre du Président de la République.

Ce deux septembre, on s'en est pris à la République, exactement comme lorsque l'on assassine un préfet en Corse, mais qui s'en soucie vraiment ?

Les couplets que l'on a entendus visaient plutôt à stigmatiser ces vilains fonctionnaires chargés d'empêcher autant que faire se peut que les rapports de travail soient régis par la loi de la jungle. Nos gouvernants

se sont plus étalés dans des considérations sur la misère du monde agricole et la situation malheureuse de bon nombre de petits exploitants que la mondialisation des échanges et les vices d'un système de distribution condamnent à la mort. Infichus de les aider, le gouvernement les paie de bonnes paroles, ça ne coûte pas bien cher. Le pire c'est qu'ils semblent aimer cela. Affligeant.

Malheureusement pour cette lecture un peu rapide des faits, têtus par nature, la réalité est un peu éloignée de cela. Le *tireur* n'est pas un être perdu qui aurait *pété les plombs* dans une situation abominable. Ce type est un retraité de l'armée, donc pensionné, par surcroît agent d'assurances et enfin associé dans une exploitation agricole. On est loin de Zola et de la misère des petits exploitants. L'individu s'est retrouvé seul à la tête de l'exploitation à la suite d'une banale histoire de corne-cul. Grottesque. Dérisoire. À pleurer de dégoût. Cela, la bonne presse et les bons gouvernants se sont bien gardés de le souligner. Incapables de protéger les exploitants, la *gouvernance* et ses alliés syndicaux laissent s'installer des situations déléterres. Quitte à ce que cela fasse des morts. Jusqu'ici on ne s'en prenait qu'aux cours de sous-préfecture, maintenant on voit plus grand, on canarde les représentants de l'État. Cela ne fait de mal qu'à eux et leurs familles, pour le reste silence. Silence.

Il a fallu un bouquin pour briser ce silence, le *énième* opus de Gérard Filoche, lui-même inspecteur du travail.

Pardon pour le *énième* Gérard, il est admiratif. J'admire que l'on puisse conserver la foi en ce que l'on fait en face de telles situations, de tels comportements à vomir. J'admire que vous vouliez encore et toujours expliquer, démontrer, défendre. Dans un monde où la lâcheté est érigée en principe directeur, on se prend à rêver. Il y aurait encore des lois faites pour protéger dans ce pays et des gens assez fous pour les faire appliquer. C'est dingue... Il a bon dos l'environnement mondial qui nous oblige à en finir avec tous les carcans qui enserrant la liberté d'entreprendre. Trop belle l'occasion de fragiliser une population de travailleurs de tous niveaux. A la vigueur des réactions des soumis on finit par se demander si les exploiters n'ont pas raison.

Après ce massacre qui nous a pourtant tous atteints, il y aurait dû avoir des centaines de milliers de personnes dans les rues pour clamer leur solidarité et leur soutien à ceux qui les défendent. Même pas. Après cela, il s'est même trouvé des députés pour proposer de rogner encore les pouvoirs des inspecteurs, quasiment dans l'indifférence générale.

Lisez ce livre, il est d'utilité et de salubrité publiques et posez-vous une question en le refermant. Cent cinquante ans de progrès social et devant nous ? La régression. Demandez-vous simplement dans quel monde vous voulez vivre et vous saurez alors si vous avez vraiment envie de (vous) laisser faire...

Pascal BEAUCHER

Gérard Filoche - « On achève bien les inspecteurs du travail », Éd. Gawsevitich, prix franco : 19 €.

Un moment avec Marcel Conche

Au lieu d'enfermer Marcel Conche dans une définition, une doctrine ou une école philosophique, il est plus agréable, pour lui comme pour nous, de le prendre à l'instant où il passe, et de le suivre un moment sur son chemin.

On se gardera de lui infliger nos propres opinions et sentences, pour écouter ce qu'il se dit, non pas à lui-même sur lui-même, mais sur les relations qu'il entretient depuis sa jeunesse avec d'autres philosophes - grecs, allemands, français et chinois qui ont vécu en d'autres temps de l'histoire mais qui lui sont infiniment plus présents que les éminences de passage sur son écran de télévision.

De prime abord, le philosophe apparaît comme un être humain qui pense dans la solitude, mais pas dans l'isolement. Il n'est pas *coupé du réel* comme l'en accusent les prétendus pragmatiques : les idées ont une réalité tellement certaine que le cours des affaires du monde s'en trouve, à la surprise générale, régulièrement bouleversé. Il ne vit pas non plus séparé du reste de l'humanité puisqu'il entretient un dialogue infini avec d'autres penseurs, par la médiation de livres qui font l'objet d'une lecture infinie.

Tout philosophe est par conséquent un homme chargé de lourdes dettes, même si quelques-uns ne veulent pas le reconnaître. Marcel Conche honore ses dettes intellectuelles dans le plus récent de ses ouvrages (1), et nous en enrichit puisque nous pouvons, grâce à lui, entrer dans ses discussions avec Platon, Aristote, Nietzsche, Lao Tseu... Marcel Conche ne se livre pas à des exercices d'admiration ou à des travaux d'histoire de la philosophie mais développe sa propre pensée « avec et contre » Pascal, Bergson, Chrysippe et ceux que j'ai déjà cités. Puisque cette discussion est publique, tous les lecteurs sont invités à participer à cette dialectique - tant il est vrai que tout être humain, libre par essence, est capable de libre raisonnement.

Il n'est pas inutile de rappeler que cette définition classique de la personne humaine s'affirme juridiquement dans la garantie de « l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture » inscrite dans le Préambule de 1946 : la philosophie, l'histoire, la science, ne doivent pas être réservées à une élite comme le murmurent aujourd'hui maints hauts dirigeants. Preuve en est Marcel Conche lui-même, qui aurait fièrement repris la ferme de son père si l'école publique ne lui avait donné les moyens de passer l'agrégation de philosophie.

Ce point biographique confirme que le philosophe n'est pas un homme détaché de ses appartenances familiales, locales et nationales : une première expérience du fini et de l'infini, à l'âge de six ans, sur la route nationale 140, peut engager toute une vie et donner le sens d'une œuvre de portée universelle (2). D'autres expériences plus ou moins éprouvantes ont été vécues, qui montrent toutes que les philosophes sont plus proches (beaucoup plus proches ?) du monde sensible que les ministres qui vont, le dimanche matin, *sur le terrain*.

La proximité philosophante se caractérise par une interrogation permanente sur ce qui est vu, senti, éprouvé, dans l'étonnement que *quelque chose* puisse exister. Voyons-nous la Nature, la Création, des reflets et des ombres ? Les philosophes naturalistes (tel Marcel Conche), matérialistes, nihilistes - et bien entendu les théologiens - en discutent depuis des siècles. Mais avant d'entrer dans cette immense polémique il est indispensable de mettre ses pensées en ordre - de les définir et de les placer dans le domaine et dans le temps qui leur convient.

Ainsi, « *philosopher dans le temps historique ou philosopher dans le temps éternel implique que l'on aille à la vérité par des méthodes différentes* » écrit Marcel Conche. Il précise que la connaissance des choses ne peut résulter d'un échange de mots alors que la méthode du dialogue est primordiale dans la cité des hommes : Socrate renonce à philosopher sur la Nature pour remédier au désordre des opinions et des jugements qui engendrent la guerre civile. L'Athénien voulait accoucher la « vérité-authenticité », alors que le savant cherche la « vérité-réalité » en questionnant le monde sensible. Sur les ruines des théories anciennes, la science trouve sa vérité dans le constat d'une permanence dans les relations entre les choses mais leur réalité intime échappera toujours aux observateurs et à leurs machines.

Cela dit, tous ceux qui pensent selon leur ordre de préoccupations et de diverses manières ont la vérité pour exigence. Il arrive que cette quête devienne un impératif absolu. Contre Dostoïevski disant qu'il choisirait l'amour du Christ contre la vérité s'il était démontré que le Christ n'était pas la Vérité, la philosophe Simone Weil proclamait qu'elle choisirait la vérité du Christ, contre l'amour.

Cet absolutisme de la vérité exclut que l'amour soit la vérité de la vie et qu'il puisse y avoir des moments de bonheur. En réponse, Marcel Conche s'en va passer « *un moment avec Omar Khayyâm* » et nous invite par la même occasion à découvrir ou à relire les poètes persans (3). « *Bois, car tu ne sais d'où tu viens / Livre-toi au plaisir, car tu ne sais où tu vas* » : savant disciple d'Avicenne, Khayyâm chante merveilleusement les ivresses charnelles, instants d'éternité qui font de toute vie une brève suite d'étincelles. Marcel Conche se dit plus proche de Khayyâm que de Montaigne, mais il est plus sage que le poète. Il tient cependant à nous donner le désir de trouver, comme on dit, *notre bonheur* hors des tâches austères de la pensée.

« *L'on peut, et même l'on doit, philosopher seul. Mais on ne peut être heureux seul* ». L'amour est la condition du bonheur et, pour l'homme, « *la femme est un pouvoir de bonheur* ». A tous les âges ? Sans aucun doute, si l'on sait aimer selon le mouvement de la vie. Après « l'amour ardent » de la jeunesse, vient « l'affection ardente », celle où « *l'image subconsciente de l'êtreinte créatrice comme possibilité irréalisable (...) jette sur toute la relation une lumière dorée* ».

Au terme de ce moment passé avec Marcel Conche, nous avons appris qu'il est possible et souhaitable de méditer jusqu'à l'effroi sur les espaces infinis, tout en vivant l'infini d'un amour. C'est assez pour philosopher à son tour ou, du moins, pour lire de la vraie - ou plutôt de l'authentique philosophie.

Jacques BLANGY

(1) Marcel Conche, *Philosopher à l'infini*, PUF, 2005, prix franco : 17 €.

(2) Pilar Sánchez Orozco, *Actualité d'une sagesse tragique, La pensée de Marcel Conche*, Préface d'André Comte-Sponville, Les Cahiers de l'Egaré, 2005, prix franco : 40 €.

(3) Z. Safa, *Anthologie de la poésie persane (XI^e - XX^e siècle)*, Gallimard/Unesco, 2003, prix franco : 11 €.

Peuple oublié

Sébastien de Courtois a consacré un beau livre aux derniers Araméens. Population dont on trouve la trace dans l'Ancien Testament et qui existe toujours. Une communauté qui se bat pour conserver sa foi et sa culture.

Le père Joseph, que l'auteur cite, déclare : « si le Christ revenait là, d'un coup, sur terre, nous serions les seuls à pouvoir lui parler ». Jésus et ses apôtres parlaient en effet le galiléen, un dialecte de l'araméen. Quel est ce peuple, dont le monde a quasiment oublié l'existence ?

Les habitants syriaques orthodoxes du Tur Abdin, région qui se trouve sur la haute vallée du Tigre, dans le Kurdistan turc aux confins de la Syrie et de l'Irak, parlent le touroyo, un dialecte néo-araméen. Ils sont monophysites et ils se rattachent à l'Eglise syriaque orthodoxe du patriarcat d'Antioche qui a aujourd'hui son siège à Damas.

Les Araméens du Tur Abdin ne sont plus aujourd'hui que quelques centaines. Ils étaient encore 25 000 en 1970. Il reste peu de villages où ils sont toujours majoritaires. Beaucoup ont été massacrés en même temps que les Arméniens, en 1915. Mais la communauté est surtout saignée par un exode massif dans les pays occidentaux. L'ouvrage de Sébastien de Courtois nous parle des hommes et des femmes. Mais il fait aussi cheminer le lecteur de village en village, d'église en monastère, dans de superbes paysages illustrés magnifiquement par des photos de Douchan Novakovic.

Pierre CARINI

▣ Sébastien de Courtois - « Les derniers Araméens, le peuple oublié de Jésus ». La Table Ronde, prix franco : 35 €.

Tristes tropiques de la Creuse...

Entre 1963 et 1982, 1600 enfants mineurs de la Réunion ont été importés en métropole, principalement dans la Creuse et le Tarn. Importés, transportés, pour ne pas dire - comme certains l'osent - déportés de leur île tropicale vers les campagnes désertées de ces autres départements français.

Gilles Ascaride, Corine Spagnoli et Philippe Vitale, paraphrasent le titre de Claude Lévy-Strauss pour résumer leur enquête sur la transplantation de ces jeunes Réunionnais (1). Regards de sociologues sur une réalité hors norme, jusqu'ici sans écho notable dans les actualités... sinon brièvement, dans les années 90, lorsqu'une procédure a été engagée contre l'État par Jean-Jacques Martial pour « enlèvement et séquestration de mineur, rafle et déportation ».

L'énormité du grief s'explique par l'expérience subjective de l'intéressé. Retournant des années plus tard à la mairie de Saint-André de la Réunion, il apprit qu'il avait une mère, une sœur, un frère, un vrai nom (Barbey), et qu'il avait fait l'objet d'un transfert clandestin en faux orphelin et faux pupille de la nation.

Scrutant les circonstances de l'opération lancée en 1963 et supputant ses significations politiques, les auteurs n'éluent pas les faits : le député UNR Michel Debré, élu après son échec en Indre-et-Loire député de la Réunion en 1959, y joua pendant vingt longues années le rôle inavoué d'un gouverneur des colonies. Son idée force, qu'il exposait sans

fard, était de remédier au surcroît de natalité de son île en faisant migrer ses habitants vers des régions de la métropole en déficit démographique. En somme, une revanche de la politique de peuplement de Cayenne sous Louis XVI, qui invitait à se rendre là-bas ceux qu'une banqueroute ou une déchéance avait marginalisés. En l'occurrence, faute sinon de délinquants, du moins d'un volontariat suffisant des insulaires, l'administration venait au secours du destin en fabriquant de toutes pièces de gentils orphelins consentants et des familles d'accueil enthousiastes. Comme toujours dans ce type de manipulations, la bureaucratie du social sait forger des procédures cruelles sur fond de routine humaniste.

Seize cents jeunes *cafres* se retrouvèrent ainsi Creusoises, d'éducation ou d'élevage, et s'interrogent à présent sur leur identité. L'un d'eux a trouvé l'image technologique qui fait mouche : « On m'a effacé le disque dur ».

Même si l'humanité des accueillants et la bonne volonté des accueillis ont finalement atténué la rigueur de cette déportation administrative, on ne peut s'empêcher d'y lire la terrifiante parabole de la bureaucratie jacobine. Sous le prétexte égalitaire qu'un homme en vaut un autre à l'intérieur de la nation, l'État croyait pouvoir en disposer comme d'un troufion sur le champ de bataille, un pion sur le damier de la France impériale. Transcription démographique de la stratégie de la chair à canon, ce triste *topique républicain* - dont une récente enquête officielle de l'IGAS (1) a gommé les contours, a laissé dans la chair des déplacés des cicatrices bien distinctes - mais aussi, en Creuse profonde, suscité de conviviales veillées autour d'un plat créole, *carry*, rougail et brèdes... Cette identité *kreuzéolaise* de substitution, cabrette mariée au rouleau des tropiques, consolera-t-elle des cauchemars d'une enfance spoliée... par des chansons ?

Luc de GOUSTINE

▣ (1) Gilles Ascaride, Corine Spagnoli & Philippe Vitale - « Tristes tropiques de la Creuse ». Éd. K'A, 2004, prix franco : 23 €.

(1) Inspection générale des Affaires Sociales, commission nommée par Elisabeth Guigou.

Librairie

Notre service librairie est à votre disposition pour vous fournir TOUS les ouvrages actuellement disponibles chez les éditeurs. N'hésitez pas à faire appel à nous.

Souscription

Il n'est de paucité inguérissable

Avec le printemps voici revenu le temps de la cueillette... Ou plus exactement celui où nous faisons nos comptes et où nous lançons la souscription annuelle qui nous permet d'exister.

Et cette année ce ne sont pas des contes de fées qui sont venus charmer nos réflexions. En particulier nous avons eu à subir au 1^{er} janvier un changement des tarifs postaux concernant les publications périodiques qui s'est traduit, pour nous, par une augmentation de 26 % sur nos factures. Augmentation à laquelle est venue s'ajouter la hausse générale du courrier au 1^{er} mars : coût final de l'opération plus de 2 000 € sur notre budget annuel et ceci sur notre seul poste « courrier ». Je ne vous détaillerai pas nos autres postes de dépenses mais là aussi les surprises ne sont pas agréables...

En bref, et pour conclure, tous comptes faits, **c'est 15 000 euros qui nous sont nécessaires** pour assurer notre équilibre. Cette somme nous avons trois mois pour la rassembler, ce qui n'est pas impossible puisque nous partons avec déjà en caisse 2 300 euros reçus les semaines précédentes. Mais il ne faut pas se cacher que cela ne sera pas facile et que ce n'est pas joué d'avance.

C'est donc maintenant vers vous, amis et lecteurs de *Royaliste*, que je me tourne. Votre soutien, depuis des années, ne nous a jamais fait défaut et, une fois encore, je suis sûr que ce n'est pas en vain que je fais appel à votre générosité, en dépit de toutes les difficultés que vous-mêmes pouvez éprouver sur un plan personnel.

D'avance, soyez-en remerciés.

Yvan AUMONT

P.S. Merci d'adresser vos dons à l'ordre de *Royaliste* en précisant « pour la souscription ».

CONSEIL NATIONAL

- Le prochain Conseil National de la NAR aura lieu le dimanche 12 juin.

Cette Europe là ?

NON merci !

Nouvelle Action Royaliste
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
01.42.97.42.97 - NouAcRoyal@aol.com

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet :
<http://www.multimania.com/royaliste>
et www.narinfo.fr.st (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 20 avril** - On évoque les « nouvelles menaces ». De quoi s'agit-il ? Pas seulement du terrorisme international : le crime organisé se développe en de multiples réseaux qui ont pris une forme proliférante depuis une quinzaine d'années. Mais l'idée que nous nous faisons des « mafias » est trop souvent marquée par le cinéma et les clichés médiatiques. Aussi avons-nous invité un spécialiste des nouvelles formes de criminalité : **Jean de MAILLARD**, vice-président du tribunal de grande instance d'Orléans et maître de con-

férences à l'Institut d'Études politiques de Paris.

Auteur de plusieurs ouvrages, dont *Le Rapport censuré* (cf. *Royaliste* n° 853) Jean de Maillard nous expliquera le mode de fonctionnement de « L'économie délinquante ». Celle-ci ne constitue pas une organisation hors-la-loi, extérieure au système économique normal : elle est aujourd'hui au cœur du marché globalisé, elle prospère grâce aux règles de l'ultra-libéralisme, elle est discrètement encouragée par les pouvoirs légaux. Un constat précis, des conclusions implacables.

● **Mercredis 27 avril et 4 mai** - Pas de conférence en raison des vacances de printemps.

● **Mercredi 11 mai** - Nous recevons **Jean-Christian PETITFILS** pour sa monumentale biographie de **Louis XVI** qui vient de paraître.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

CAMPAGNE REFERENDUM

● A l'occasion de la campagne pour le référendum nous venons d'éditer un autocollant (modèle ci-contre) format 70x37 mm, jaune fluo. Vendu par planche de 24. Tarif franco : 5 planches 3.50 € - 10 planches : 6.50 €.

● Le numéro 44 de *Cité* vient de paraître. Son thème central est le « traité constitutionnel européen » avec en particulier les contributions des interve-

nants à la session organisée par l'IFCCE en janvier dernier. Prix franco 7 €.

● Sur internet nous avons mis en route une *liste de diffusion spéciale* "Campagne referendum" qui donne informations et arguments et qui compte déjà plus de 1000 inscrits et nous avons ouvert une rubrique spéciale sur notre site www.narinfo.fr.st

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Vaincre les oligarques

Les oligarques de gauche ont voulu faire peur aux adversaires du « traité constitutionnel ». Faute d'y parvenir, ils tentent de les intimider en décrétant que le 29 mai aura le caractère solennel d'un événement historique. François Hollande n'est pas Hegel et la grandeur réinterprétée par les chantes de la rue de Solferino se module dans la grandiloquence.

Ces gesticulations seraient risibles si elles ne s'accompagnaient d'injonctions qu'on déclare « pédagogiques » mais qui recèlent le mépris des hautes classes pour le peuple français. Madame Guigou représente parfaitement la bourgeoisie indignée par l'insolence du petit personnel. Ses réprimandes coléreuses sont moins habiles que les leçons dispensées par la tribu des petits-mâîtres conduite par François Hollande et Dominique Voynet :

Nous devons voter sur le traité et sur lui seulement ! Nous devons lire le texte avec leurs propres lunettes ! Nous devons attendre deux ans pour manifester notre opposition au gouvernement !

Sinon ?

Sinon on ressortira du placard l'épouvantable Le Pen en habits de père Fouettard...

Les oligarques de gauche, et ceux de droite qui s'intéressent à cette campagne, ressemblent à des instituteurs débordés par un interminable chahut. Ils comprennent d'autant moins ce qui se passe que ce sont d'excellents électeurs qui mènent la révolte.

Témoins et acteurs, nous en attestons : le traité est lu, examiné article par article dans les réunions publiques, sur la Toile, dans d'innombrables discussions

- et ce qui est mis à jour renforce le courant d'hostilité à ce texte inepte et dangereux.

Inepte dans son dispositif « constitutionnel ». Dangereux parce que les contradictions et les obscurités de cet agencement permettraient aux oligarchies européennes de prendre leurs décisions plus facilement qu'aujourd'hui, sans que les peuples puissent s'y opposer.

Mais les adversaires du traité n'ignorent rien de ces intentions et se battent autant pour la nation



et le peuple français que pour la démocratie dans l'Union européenne. Et quelles que soient les manipulations qu'on prépare à l'Élysée et à l'annexe de Solferino, on ne parviendra pas à disqualifier le Non des socialistes patriotes, des gaullistes, des royalistes, des communistes et des dirigeants d'Attac en le réduisant aux pulsions du nationalisme autoritaire. Pourquoi ? Parce que la souveraineté n'est pas l'enjeu de la bataille : elle se mène contre une imposture juridique, contre une caste sociale, contre la destruction des économies européennes par la concurrence sauvage.

On comprend l'affolement des ultra-libéraux de droite et de

leurs pitoyables collaborateurs de gauche : leur pouvoir, leurs instruments idéologiques, leurs pratiques arbitraires sont radicalement récusés. C'est pourquoi ils voudraient que les électeurs s'en tiennent au texte du traité - avec le pari perdu qu'ils ne le liront pas et, s'ils le lisent, qu'ils ne le comprendront pas. C'est pourquoi ils voudraient placer les électeurs devant l'alternative fausse, mais intimidante, d'un « Oui à l'Europe » ou d'un Non qui marquerait l'isolement durable de la France.

Cette double manœuvre peut et doit être mise en échec.

Quant au « traité constitutionnel », il est facile de montrer que tout est lié. On ne peut se prononcer sur ce texte sans tenir compte de *l'exposé des motifs* qui sera adressé à tous les électeurs et qui engage manifestement le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin. On ne peut se prononcer sur ce texte qui renforce le pouvoir des oligarchies européennes sans porter un jugement sur les oligarques. On ne peut se prononcer sur ce texte qui consacre l'idéologie ultra-libérale en faisant abstraction de ses conséquences : la rigueur budgétaire est cause de souffrance, par exemple dans les hôpitaux victimes de plans d'« économies » ; le principe de concurrence engendre le chômage...

Quant à l'Europe, nous avons à montrer que le rejet du texte doit conduire à la négociation d'un nouveau traité européen, nettement confédéral et orienté vers le développement économique et social de toutes les nations du continent (1).

Les oligarchies doivent être vaincues parce qu'elles veulent durcir et figer un système régressif. Nous disons non par impatience de l'avenir.

Bertrand RENOUVIN

(1) Pour connaître nos propositions : www.narinfo.fr.st